Elections Législatives du 23 Novembre 1958

2e Circonscription de la Creuse



Auguste Tourtaud

Député Sortant
Elu dès Octobre 1945
Secrétaire de la Commission des Finances
Médaillé de la Résistance

Candidat du Parti Communiste Français

REMPLAÇANT EVENTUEL

Henri PLUYAUD

Conseiller Municipal
Conseiller Général de La Souterraine

Electrices, Electeurs,

Nous croyons utile de rappeler tout d'abord, pourquoi le 23 Novembre 1958, vous êtes appelés à élire les députés de la nouvelle assemblée Nationale.

En janvier 1956 vous aviez placé vos espoirs dans l'Union des forces de Gauche que nous avions réalisée en Creuse par la présentation d'une liste commune comprenant 1 communiste, 1 radical de gauche, 1 socialiste. Au lendemain de la consultation électorale, le Parti Communiste Français a proposé la constitution d'un Gouvernement à l'image de la majorité de gauche qui existait alors à l'Assemblée Nationale. Malheureusement, au lieu de répondre ainsi à l'attente du peuple, Guy Mollet forma un Gouvernement de « Front Républicain » avec l'appui de Soustelle et Chaban-Delmas.

Le 6 Février 1956, Guy Mollet, Chef du Gouvernement, capitula à Alger. Sous sa direction, le Parti Socialiste a renié les engagements pris par lui devant le pays le 2 Janvier 1956, notamment ceux de faire la Paix en Algérie et d'appliquer une politique sociale en faveur des travailleurs.

Par anticommunisme, le Parti Socialiste a été conduit à pratiquer de plus en plus une politique d'alliance avec la droite, puis à participer à la mise en place d'un régime de pouvoir personnel. A l'insu de son parti, à l'encontre des décisions du Comité Directeur et des groupes parlementaires, Guy Mollet n'a pas hésité à engager des pourparlers avec de Gaulle. Et c'est toujours au nom de l'anticommunisme que Guy Mollet est devenu Ministre du Général de Gaulle.

ELECTRICES, ELECTEURS,

Nous estimons absolument nécessaire de vous le dire franchement, sans attendre que les évènements éclairent davantage cette vérité : le résultat du Referendum-plébiscite du 28 Septembre a été une victoire du grand patronat, de la haute finance et des hobereaux, et non celle de la classe ouvrière, des travailleurs de la ville et des champs.

Après 5 mois de pleins pouvoirs à de Gaulle, la guerre d'Algérie continue, le coût de la vie ne cesse d'augmenter, la crise économique menace.

Dans notre Département :

— **Les Ouvriers** subissent toujours les abattements de zône, les salaires de moins de 30.000 francs sont encore les plus nombreux ; le chômage s'étend. Les 25 ouvrières de la chemiserie Rousseau à Boussac sont licenciées ainsi que 40 ouvriers de la Fonderie Wallet à Aubusson. Depuis le début de l'année, les mineurs de Bosmoreau sont en chômage. De partout, on annonce des réductions d'horaires.

— **Les Paysans** qui ont eu une mauvaise récolte de blé et de pommes de terre se sont vus refuser par le Général de Gaulle l'application de la loi sur l'indexation des prix des produits agricoles ; pour le prix du blé c'est une perte initiale de 116 francs par quintal livré. Pour la viande, la baisse des cours à la production (répercutée de façon insignifiante à la consommation) a eu pour causes essentielles la diminution de la consommation — en raison des bas salaires — et l'importation non négligeable de carcasses.

Le Gouvernement des banquiers — que préside le Général de Gaulle entouré de Guy Mollet, Pinay, Soustelle — a donné des avantages scandaleux aux gros souscripteurs de l'emprunt garanti sur le prix de l'or ; par contre il impose une politique d'austérité aux salariés (salaires, traitements, pensions, retraites demeurent bloqués), aux paysans travailleurs, aux Vieux.

Le Parti Communiste Français considère que la domination des capitalistes est la cause profonde de la misère, du colonialisme et de la guerre et que la seule solution complète de ces problèmes, c'est le socialisme.

Par la socialisation des grands moyens de production et d'échange, le socialisme met fin à l'exploitation du travail d'autrui ; il supprime pour toujours les causes des crises économiques et des guerres ; il donne à l'humanité la complète jouissance des richesses de la nature, du travail et de la science.

Cependant, il est possible, dès maintenant, de réaliser une politique répondant aux exigences des travailleurs et de la Nation.

NOTRE PROGRAMME

Relèvement du pouvoir d'achat des masses populaires : réajustement des salaires, traitements, retraites, pensions et prestations familiales ; suppression des abattements de zones ;

Défense de l'exploitation familiale agricole gravement menacée (loi-cadre déposée par le groupe communiste) :

— écoulement prioritaire de leur production ; révision et respect des dispositions de la loi indexant les prix agricoles (non appliquée par le Gouvernement de Gaulle).

— extension aux engrais de la ristourne (15 à 20 %).

— Prêts du Crédit Agricole (de 1 à 3 %) en priorité aux exploitations familiales et aux jeunes ménages ruraux.

— Protection sociale — (proposition déposée par le groupe communiste) : membres de la famille non salariés obligatoirement affiliés à un régime couvrant les risques maternité, chirurgie et maladies provoquant l'arrêt prolongé ;

Majoration de 20 % des allocations servies aux Vieux Travailleurs : relèvement du plafond des ressources. Utilisation des excédents scandaleusement détournés (56 Milliards sur les 140 votés le 5 Mai 1956). Réajustement des rentes viagères.

Défense de l'artisanat et du petit commerce par une réforme démocratique de la fiscalité qui fasse payer les grosses sociétés capitalistes, leurs dirigeants et les fortunes indécentes (proposition communiste repoussée le 19 Mars 1955 par 389 voix — dont celle de de Pierrebourg — contre 211), par l'abrogation de l'ordonnance de Gaulle du 31 Juillet 1958 qui relance les attaques contre les artisans et commerçants.

Défense des droits des Anciens Combattants, P.G. et victimes de guerre trop souvent sacrifiés, comme ils le furent par le Groupe Socialiste et de Pierrebourg — qui votèrent le budget insuffisant du 19 Décembre 1957, contrairement à la demande des Anciens Combattants.

Garantie de l'avenir de la jeunesse, notamment :

— par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement,

— par la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futurs ménages.

Pour permettre la réalisation d'une telle politique sociale LE PARTI COMMUNISTE PROPOSE : la Paix négociée en Algérie, une politique extérieure d'indépendance Française et de Paix, la restauration de la République et la construction d'une démocratie rénovée.

ELECTRICES, ELECTEURS,

Pour dresser un barrage efficace à l'avance des forces réactionnaires, pour réduire les effets d'un pouvoir dictatorial, pour réaliser une politique conforme aux aspirations de notre peuple et aux intérêts de la nation, **un seul moyen : Assurer la présence à l'Assemblée Nationale d'un groupe communiste important et lui donner l'autorité de millions de voix.**

Or, le retour au scrutin d'arrondissement, décidé par l'équipe Guy Mollet, de Gaulle, Pinay, le découpage des circonscriptions, ainsi que les sordides combinaisons ont pour but de réduire le nombre des élus communistes.

EN CREUSE, ce découpage et ces combinaisons ont été élaborés à l'insu des électeurs, en vue de faire élire à Guéret l'homme de Soustelle — de Pierrebourg — avec l'appui des voix socialistes et, à Aubusson, l'homme de Guy Mollet — Chandernagor — avec l'appui de la réaction cléricale.

Ainsi, le deuxième tour de scrutin permettrait, sous une autre forme, les apparentements réalisés en 1951 et auxquels socialistes et laïques s'étaient opposés en 1956.

Deguillaume, ancien candidat M.R.P. est aujourd'hui l'Homme de de Pierrebourg dans la circonscription d'Aubusson, flanqué du gaulliste Poitroneau, ancien colistier du baron. L'Eglise fera voter pour eux au premier tour.

Chandernagor est le candidat S.F.I.O. **imposé dans le département** par Guy Mollet dont il a été le conseiller juridique. **Haut fonctionnaire :** Maitre des requêtes au Conseil d'Etat demeurant à Palaiseau (Seine-et-Oise) , il a, sans aucun scrupule, joué des coudes pour préparer sa candidature, participant avec le baron au découpage du département faisant rattacher à Aubusson le canton de Bonnat parce qu'il est maire de Mortroux, exigeant qu'en soit détaché le canton de La Courtine pour écarter la candidature dans cette circonscription de l'ancien député socialiste : Florand. Une telle attitude n'a pas été sans provoquer **des remous à la S.F.I.O. ;**

En 1953, Chandernagor était candidat conseiller municipal indépendant, en 1955, candidat conseiller général comme socialiste indépendant, et en 1958, il a été imposé par Guy Mollet comme secrétaire fédéral adjoint. Mais aucun leader socialiste creusois de premier plan n'a accepté d'être son suppléant. **Florand a protesté** contre le découpage et **démissionné de Maire.** Et cela au moment où **Jean Ducher, Emile Labetoulle,** vieux militants socialistes creusois **viennent de quitter le parti de Guy Mollet.**

Dans sa campagne électorale, Chandernagor se fait le champion de l'anticommunisme et pour lui — et son maître à penser Guy Mollet — il n'y a pas d'ennemis à droite.

ELECTRICES, ELECTEURS,

Le 2 Janvier 1956, vous avez donné dans cette circonscription **50,4 % des suffrages à la Liste d'Union des Gauches** dont le principe demeure le vôtre, celui d'**Emile Parrain,** de **Pierre Ferrand :** « pas d'ennemis à gauche ; une politique de gauche est impensable.. aucune majorité de gauche n'est possible sans la participation de toutes les forces de gauche, donc du Parti Communiste ».

Cette nécessité s'impose aujourd'hui plus que jamais :

— pour jeter les bases du regroupement indispensable de tous les républicains,

— pour renforcer dans la prochaine assemblée la seule opposition valable et efficace.

LE 23 NOVEMBRE, VOUS DEVEZ, VOUS POUVEZ ASSURER L'ELECTION DU CANDIDAT, TETE DE LISTE DE L'UNION DES GAUCHES EN JANVIER 1956 :

Auguste TOURTAUD

Pour la Paix et le Progrès social — Pour la République — Pour l'avenir de la France

Vu le Candidat

Guéret — Imp. Lecante